

**BEZANNES**  
54 rue René CASSIN  
51430 BEZANNES



Opération : **Création d'un accueil Parents Bébés**  
N° affaire : 18528589\_1-8ZYJNPG

Tél : +33607721302  
Mél : thomas.dedours@bureauveritas.com

**CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE**  
OLIVIER DERUELLE  
45 RUE COGNACQ JAY  
51092 REIMS CEDEX

**Création d'un accueil Parents Bébés**  
**rue de courlancy**  
**51100 REIMS**

**CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE**  
**45 RUE COGNACQ JAY**  
**51092 REIMS CEDEX**

Opération de catégorie **2**

**Coordination Sécurité et Protection de la Santé**  
**Plan Général de Coordination**

**P.G.C.**

**Présence d'Amiante**

Date d'établissement ou de modification	Rév.	Objet de la mise à jour	Rédacteur
20/06/2023	Rev0		Thomas DEDOURS

## SOMMAIRE

<b>0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION .....</b>	<b>4</b>
<b>1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION .....</b>	<b>6</b>
<b>1.1. Présentation du projet .....</b>	<b>6</b>
1.1.1. Objet de l'opération .....	6
1.1.2. Mode de consultation des entreprises .....	6
1.1.3. Délai prévisionnel de chantier .....	6
1.1.4. Démarche environnementale .....	6
1.1.5. Prévision du nombre d'entreprises et de leur(s) sous-traitant(s) .....	6
1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier .....	6
<b>1.2. Présentation des intervenants .....</b>	<b>6</b>
<b>2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS .....</b>	<b>7</b>
<b>2.1. Principe des séquences d'interventions .....</b>	<b>7</b>
<b>2.2. Inspections Communes .....</b>	<b>7</b>
<b>2.3. PPSPS .....</b>	<b>7</b>
2.3.1. Pénalités .....	8
<b>2.4. Sous-traitance .....</b>	<b>8</b>
2.4.1. Déclaration des sous-traitants .....	8
2.4.2. Transmission du PGC .....	8
2.4.3. Obligation du sous-traitant .....	8
<b>2.5. Intérimaires .....</b>	<b>9</b>
<b>2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur » .....</b>	<b>9</b>
<b>2.7. Travailleurs indépendants .....</b>	<b>9</b>
<b>2.8. Protections individuelles .....</b>	<b>9</b>
<b>2.9. Modalité d'accueil des salariés et salariés étrangers .....</b>	<b>9</b>
<b>2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers .....</b>	<b>10</b>
<b>3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE .....</b>	<b>11</b>
<b>3.1. Accès au site et réseaux provisoires .....</b>	<b>11</b>
<b>3.2. Emprise de chantier .....</b>	<b>11</b>
3.2.1. Clôture et portail .....	11
3.2.2. Accès .....	11
3.2.3. Circulations .....	12
3.2.4. Signalisation .....	12
3.2.5. Stationnements .....	13
3.2.6. Stockage .....	13
3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie) .....	13
3.2.8. Cantonnements et entretien .....	14
<b>3.3. Nettoyages (hors cantonnement) .....</b>	<b>14</b>
3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier .....	15
3.3.2. Plan d'installation de chantier .....	15
<b>3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier .....</b>	<b>15</b>
<b>4. MESURES DE COORDINATION SPS .....</b>	<b>16</b>
<b>4.1. Définition des séquences d'interventions .....</b>	<b>16</b>
<b>4.2. Analyse de risques .....</b>	<b>17</b>
<b>4.3. Co-activités et protections collectives .....</b>	<b>22</b>
4.3.1. Organisation de la sécurité collective .....	22
4.3.2. Déplacement de protection collective .....	22
4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise .....	22
4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles .....	23
<b>4.4. Equipement de levage .....</b>	<b>23</b>
4.4.1. Autorisation de survol .....	23
4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention .....	23
<b>4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site .....</b>	<b>23</b>

4.5.1. Approvisionnements et stockage .....	23
4.5.2. Travaux superposés .....	23
4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux .....	24
4.5.4. Protection contre le bruit .....	24
4.5.5. Protection contre l'incendie .....	24
4.5.6. Travaux en hauteur .....	24
4.5.7. Echafaudage, tour escalier .....	24
4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins .....	25
<b>4.6. Moyens communs .....</b>	<b>25</b>
4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur .....	25
4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier .....	25
4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels .....	26
4.6.4. Protection des accès – Auvents .....	26
<b>4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets .....</b>	<b>26</b>
<b>5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER .....</b>	<b>27</b>
<b>5.1. Stockages sur le chantier .....</b>	<b>27</b>
<b>5.2. Nettoyage .....</b>	<b>27</b>
<b>5.3. Enlèvement des déchets .....</b>	<b>27</b>
5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires .....	27
5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés .....	28
5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise .....	28
<b>6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION .....</b>	<b>29</b>
<b>6.1. Déclarations particulières .....</b>	<b>29</b>
<b>6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération .....</b>	<b>29</b>
<b>6.3. Risques par rapport à un chantier voisin .....</b>	<b>29</b>
<b>6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure .....</b>	<b>29</b>
<b>6.5. Permis de feu (prévention incendie et explosion) .....</b>	<b>29</b>
<b>6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages .....</b>	<b>30</b>
<b>6.7. Locaux témoins .....</b>	<b>30</b>
<b>7. ORGANISATION DES SECOURS .....</b>	<b>31</b>
<b>7.1. Téléphone de secours .....</b>	<b>31</b>
<b>7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.) .....</b>	<b>31</b>
<b>7.3. Travail isolé .....</b>	<b>31</b>
<b>7.4. Procédure d'organisation des secours .....</b>	<b>31</b>
<b>7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident .....</b>	<b>31</b>
<b>7.6. Point de rencontre secours .....</b>	<b>31</b>
<b>7.7. Modèle de fiche de secours .....</b>	<b>32</b>
<b>ANNEXES AU P.G.C. ....</b>	<b>33</b>

## 0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

Articles L.4121-2 & 3 et L.4531-1 du Code du Travail

1. Eviter les risques ;
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
3. Combattre les risques à la source ;
4. Adapter le travail de l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment d'atténuer le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
5. Tenir compte de l'état de l'évolution de la technique ;
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou ce qui est moins dangereux ;
7. Planifier la prévention en visant un ensemble cohérent qui intègre dans la prévention la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants au travail ;
8. Prendre les mesures de protection collective par priorité à des mesures de protection individuelle ;
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs ;

**Les articles L 4121-2 & 3 et 4531-1, imposent au Maître d'Ouvrage, aux Maîtrises d'Œuvres (Architectes, OPC etc...) et au Coordonnateur SPS, la prise en compte des Principes Généraux de Prévention.**

Les différents entrepreneurs doivent prendre parfaite connaissance du présent document, en retirer les éléments nécessaires à la mise au point de leur proposition et se conformer rigoureusement lors de l'exécution des travaux, aux dispositions qu'il contient.

Les prestations définies dans ce document font partie intégrante du marché de chaque entreprise.

Les éléments contenus dans le présent document ont un caractère obligatoire. Les entreprises contractantes y compris les sous-traitants et travailleurs indépendants doivent en tenir compte notamment pour l'élaboration de leurs PLANS PARTICULIERS DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S.).

En matière de sécurité et de protection de la santé du personnel, les entreprises ont non seulement une obligation de moyen, mais également une obligation de résultat.

La tenue des délais ne saurait en aucun cas être un motif d'infraction aux règles de sécurité. Les entreprises sont par conséquent tenues de prévoir et de mettre en œuvre les moyens compatibles avec la sécurité et les délais.

Article L.4532-6 du code du travail :

L'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent en application des autres dispositions du Code du Travail à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

Le coordonnateur a été nommé en phase **Conception**

Ce PGC a été réalisé sur la base :

- Plans et CCTP
- Diagnostic amiante avant travaux

## 1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION

### 1.1. Présentation du projet

#### 1.1.1. Objet de l'opération

Les travaux consistent à la création d'un accueil de jour Parents Bébé dans un bâtiment existant situé 70 Bis rue de Courlancy à REIMS.

Le bâtiment est un ancien logement de fonction d'une surface d'environ 150 m<sup>2</sup> sur Rez de chaussée avec un sous-sol partiel et un comble non aménageable.

#### 1.1.2. Mode de consultation des entreprises

Mode de passation des marchés : Lots séparés

Type de marchés : privé

#### 1.1.3. Délai prévisionnel de chantier

Date prévisionnelle de début des travaux : 2 octobre 2023

Durée prévisionnelle de réalisation (mois) : 7

Phasage des travaux:

#### 1.1.4. Démarche environnementale

Pas de démarche environnementale spécifiée par le Mouv.

#### 1.1.5. Prévision du nombre d'entreprises et de leur(s) sous-traitant(s)

Nombre de lots (estimation) :  
Lot 01 GO / Démolition / VRD / Espaces verts  
Lot 02 CVC  
Lot 03 ELelectricité  
Lot 04 Men ext  
Lot 05 Men int / PLATRERIE / Mobilier  
Lot 06 Peinture et revêtement

#### 1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier

Effectif prévisible du personnel de chantier (estimation) : 5 à 10 personnes

### 1.2. Présentation des intervenants

Activité	Entreprise	Adresse	Média diffusion	Interlocuteur
Maîtrise d'ouvrage	CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE	45 RUE COGNACQ JAY 51092 REIMS CEDEX	oderuelle@chu-reims.fr	OLIVIER DERUELLE

Liste complète des entreprises en pièce jointe

## 2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS

Ce paragraphe ne se substitue pas aux modalités pratiques de coopération qui sont jointes par le MO aux contrats de tous les intervenants.

### 2.1. Principe des séquences d'interventions

Les séquences permettent d'identifier les principaux risques ayant une influence sur le calendrier détaillé des travaux et l'organisation du travail des entreprises concernées pour définir les mesures de prévention à mettre en œuvre et de préparer les Inspections Communes.

Le chantier se décompose en séquences successives.

### 2.2. Inspections Communes

L'**Inspection Commune de la séquence** est réalisée au cours de cette réunion, avec l'analyse de la coactivité.

A cette réunion, les entreprises et leurs sous-traitants devant intervenir dans la séquence doivent **OBLIGATOIREMENT** être présents afin de réaliser leur Inspection Commune.

Les Inspections Communes ne seront réalisées que lors de ces réunions.

Il est rappelé aux entreprises, qu'en cas de non réalisation de l'Inspection Commune, il leur est formellement interdit d'intervenir sur le site.

**Pour un sous-traitant qui ne serait pas encore désigné avant cette réunion :**

- **L'inspection Commune devra être programmée avec le CSPS en respectant un délai de prévenance incompressible de 8 jours ouvrés (art R.4532-62 du Code du Travail).**
- **L'inspection Commune sera faite en présence du titulaire du lot.**

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie en rien la responsabilité des entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé vis-à-vis des tiers et de leur personnel.

Avant le début de son intervention sur le chantier, chaque entreprise titulaire, chaque entreprise sous-traitante ou chaque travailleur indépendant respecte les dispositions suivantes :

- OBLIGATION de participer à la visite d'INSPECTION COMMUNE conduite par le coordonnateur SPS,
- REMISE au coordonnateur SPS de son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la santé (PPSPS), approprié et conforme au présent PGC SPS à l'issue de la VIC.

Les dates d'intervention des entreprises titulaires de lots sont communiquées au coordonnateur SPS par le maître d'œuvre dans un délai compatible avec l'organisation des visites précitées.

Pour les entreprises titulaires de lots faisant appel à un ou plusieurs sous-traitants ou travailleur indépendant, les dates d'intervention de ceux-ci sont communiquées au coordonnateur SPS par l'entreprise titulaire.

### 2.3. PPSPS

Conformément aux obligations de la loi du 31 décembre 1993 et de son décret du 26 décembre 1994, chaque entreprise intervenant sur le chantier est tenue d'établir un PPSPS. **Conformément à l'article L 4532-9, sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur.**

Le Maître d'Ouvrage transmet le PGC à l'entrepreneur dans le cadre du dossier du marché de consultation, le PGC sert de base à l'établissement du PPSPS.

La mise à jour du PPSPS avant d'engager les travaux, doit tenir compte des observations résultantes de la visite d'inspection commune avec le Coordonnateur SPS.

L'entreprise chargée du gros œuvre ou le lot principal et ceux ayant à exécuter des travaux à risques particuliers mettent à disposition leurs PPSPS aux autres entreprises sur le chantier.

### 2.3.1. Pénalités

L'intervention sur le chantier sans diffusion du P.P.S.P.S au Coordonnateur SPS entraînera l'application des pénalités prévues par le Maître d'œuvre pour non remise de document. L'expulsion immédiate de l'entreprise concernée pourra être demandée, si cette dernière ne respecte pas les règles élémentaires pour assurer la sécurité de son personnel, ne respecte pas les installations communes et le travail des autres entreprises. S'il s'agit d'un sous-traitant, la pénalité sera appliquée à l'Entreprise ayant sous-traité ses travaux et le sous-traitant sera expulsé.

Art. L. 4722-6 : Sont punis d'une amende de 4500 € les travailleurs indépendants, ainsi que les employeurs lorsqu'ils exercent eux-mêmes, une activité sur un chantier de bâtiment ou de génie civil, qui n'ont pas mis en œuvre les obligations qui leur incombent en application des articles L. 4111-6, L.4411-1, L. 4532-5, L.4532-6 et L. 235-18 du code du travail.

Se conformer aux pièces écrites du marché.

Se conformer aux pièces écrites du marché.

## 2.4. Sous-traitance

Les entreprises titulaires de lots qui envisagent de faire intervenir un ou plusieurs sous-traitants ou travailleurs indépendants respectent la règle suivante :

- L'entreprise concernée adresse quatre semaines au préalable sa demande au maître d'œuvre qui la transmet au maître d'ouvrage.
- L'agrément est confirmé à l'entreprise par le maître d'ouvrage qui informe en copie le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS qui conduit la visite d'inspection commune.

Toute entreprise ou travailleur indépendant qui ne respecte pas ces dispositions se voit interdire l'accès au chantier par le maître d'œuvre.

### 2.4.1. Déclaration des sous-traitants

L'entreprise a l'obligation de déclarer au maître d'ouvrage tout sous-traitant qu'elle prendrait pour réaliser une partie des travaux. Cette déclaration indique la nature précise des prestations sous-traitées.

Les coordonnées des sous traitants doivent être adressées par le maître d'ouvrage au CSPS pour l'organisation de l'inspection commune.

Les entreprises qui ont l'intention de sous-traiter doivent s'assurer que les prestations de service ne sont en aucune façon des prêts de main-d'œuvre qui pourraient constituer un délit de marchandage (art. L.8231-1 du Code du Travail).

### 2.4.2. Transmission du PGC

L'entrepreneur qui fait exécuter, tout ou partie, du contrat conclu avec le Maître d'Ouvrage par un ou plusieurs sous-traitants, doit remettre à ceux-ci un exemplaire du PGC au dernier indice et le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisations générales qu'il a retenues pour la sécurité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs.

### 2.4.3. Obligation du sous-traitant



Le sous-traitant est soumis aux mêmes obligations que l'entreprise titulaire quant au respect des dispositions communes de sécurité et de protection de la santé. Il est soumis à toutes les obligations des entreprises.

Le PPSPS du sous-traitant doit tenir compte des informations fournies par l'entreprise titulaire et notamment celles contenues dans son PPSPS et celles contenues dans le PGC ainsi que les dispositions arrêtées en inspection commune.

## 2.5. Intérimaires

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent s'assurer :

- que le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné,
- que le certificat d'aptitude médical pour la profession concernée a bien été délivré,
- que les salariés intérimaires soient intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne l'accueil renforcé, la formation à la sécurité, la fourniture des équipements de protection individuelle et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires.

## 2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »

Les entreprises faisant appel à de la location avec chauffeur, doivent le signaler dans leur PPSPS.

Les chauffeurs sont accueillis par l'entreprise qui leur explique les règles de sécurité les concernant.

## 2.7. Travailleurs indépendants

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier, sont assujettis aux mêmes obligations réglementaires que toute autre société, y compris :

- l'obligation de remettre au Coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité

## 2.8. Protections individuelles

Toute personne entrant sur le chantier doit être équipée des protections individuelles adaptées.

## 2.9. Modalité d'accueil des salariés et salariés étrangers

Tous les salariés présents sur le site portent de façon visible le sigle de leur entreprise sur leur vêtement de travail ou leur casque et doivent pouvoir être nominativement identifiés.

Les personnels des entreprises, doivent recevoir, le jour de leur arrivée sur le chantier, une formation pratique et appropriée en sécurité.

Cette formation qui est assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe des entreprises porte sur :

- les conditions de circulation des personnes sur le chantier,
- la sécurité pendant l'exécution du travail
- les dispositions à prendre en cas d'incident, d'accident et d'incendie.
- la situation et le contenu de la boîte de premier secours.

### Salariés étrangers :

Chaque entreprise doit pouvoir répondre aux règles suivantes, à savoir :

- Etre en possession de l'ensemble des pièces écrites et graphiques propres au chantier,

- Le référent chantier doit maîtriser la langue française pour mettre en application les consignes de sécurité du chantier,
- Le référent chantier ou le chef d'établissement doit pouvoir participer aux réunions de chantier,

Chaque entreprise tient à jour à disposition des organismes officiels de préventions et des autorités compétentes un classeur qui comporte :

- Une liste nominative de ses personnels sur site y compris les personnes intérimaires.

Pour chaque salarié :

**D.U.E.** (Déclaration unique d'embauche) avec récépissé de l'URSSAF ou extrait du registre du personnel,

**Contrat d'intérim** si pas de DUE,

**Déclaration de détachement** pour le personnel de sociétés étrangères en provenance de la CE.

Pour les ressortissants hors CE :

**Photocopie de leur carte de séjour et de leur permis de travail.**

## **2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers**

Des visites peuvent être organisées par le Maître d'Ouvrage qui définit les mesures de protection et de sécurité.

L'organisateur de la visite est responsable de la fourniture des équipements adaptés à cette visite. Le maître d'ouvrage informe le maître d'œuvre et le coordonnateur.

### 3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE

#### du chantier arrêtées par le Maître d'œuvre en concertation avec le Coordonnateur SPS

##### Contraintes d'environnement de site

###### Présence d'amiante dans les existants

Voir détail dans l'annexe "Présence d'amiante"

###### Présence de plomb dans les existants

Sans objet

###### Présence de silice dans les existants

Voir détail dans l'annexe "Présence de silice"

#### 3.1. Accès au site et réseaux provisoires

L'entreprise devra prendre toutes les mesures vis-à-vis de son personnel et des autres entreprises pour assurer la propreté du chantier lors de ses interventions.

Le chantier est non-fumeur, une zone spécifique sera définie sur la base vie pour cet usage.

Le chantier devra rester propre. Les déchets ne devront pas voler sur la voirie voisine, sur le site en activité, ...

Il convient de définir, avec le Maître d'Ouvrage, la localisation de ces accès, ainsi que les modalités et créneaux horaires particuliers pour les approvisionnements et l'évacuation des déchets notamment.

L'accès au chantier est réservé aux entreprises agréées par le Maître d'Ouvrage et aux personnes habilitées au sens de la législation du travail.

L'ensemble des branchements pour les réseaux provisoires seront réalisés en concertation avec le Maître d'Ouvrage par le lot 01.

#### 3.2. Emprise de chantier

##### 3.2.1. Clôture et portail

Une clôture fixée mécaniquement et non blessante sera installée en périphérie du chantier afin de rendre le chantier clos et indépendant. ( à charge du Lot 01

Des panneaux seront mis en place, sur l'ensemble des clôtures :

- « CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC »,
- « PORT DES EPI OBLIGATOIRE ».

**Les entreprises prendront toutes les dispositions nécessaires pour limiter au maximum les gênes occasionnées par les travaux. ( bruit, poussière,...) et assurer la sécurité du public aux abords du chantier.**

##### 3.2.2. Accès

L'accès s'effectuera depuis le portail rue de Courlancy

Un plan de prévention devra être établi être l'exploitant pour toutes les interventions hors de l'emprise clôturée

du chantier.

Planification des interventions :

Toute intervention doit être planifiée au minimum 48h00 à l'avance avec fourniture d'une liste de nom de tous les intervenants au Maître d'Ouvrage.

### 3.2.3. Circulations

#### Contrôle d'accès :

Tous les salariés porteront le nom de leur entreprise sur leur casque ou sur leur vêtement de travail et être en possession de leur Carte d'Identification Professionnel des Salariés du BTP.

#### Accès au chantier :

Toute intervention doit être planifiée au minimum 48h00 à l'avance avec fourniture d'une liste de nom de tous les intervenants.

Les consignes d'accès seront données par l'entreprise lors de l'accueil des salariés.

La zone « installation de chantier » sera implantée de façon à assurer la continuité dans l'espace et le temps.

#### Accès piétons :

Les circulations piétonnes seront de type « pied sec », matérialisées physiquement (balisage, signalétique, passage piéton...) pour l'accès aux postes de travail et l'installation de chantier (base vie).

#### Accès véhicules :

Les accès au chantier pour les personnels des entreprises ou leurs véhicules seront exclusivement effectués par les accès définis par le Maître d'Œuvre et l'entreprise.

Pendant la période de préparation, l'entreprise élaborera, en accord avec les services de police et de la voirie, un plan de circulation et de balisage permettant d'orienter les véhicules et de « fluidifier » le trafic routier à la périphérie du chantier.

Le plan de circulation et ses éventuelles modifications seront affichés. Les entreprises auront, quant à elles, la responsabilité d'informer leurs transporteurs, fournisseurs, sous-traitants, etc...

#### Circulations dans l'emprise du chantier :

Les circulations seront aménagées et entretenues par l'entreprise du lot 1

Les cheminements à utiliser par le personnel des différentes entreprises pour se rendre à leurs postes de travail seront réalisés en respectant les points suivants :

- balisage et séparation physique vis-à-vis de l'établissement qui restera occupé.
- éclairage des zones où le personnel est amené à circuler.

Tous les intervenants devront veiller à ce que les circulations soient propres et libres de tout obstacle. En particulier, il est interdit d'y entreposer du matériel et des matériaux.

Les entreprises doivent conduire leurs travaux de manière à maintenir dans les conditions convenables, les communications de toute nature traversant le site des travaux, notamment celles qui intéressent la circulation des personnes, ainsi que l'écoulement des eaux.

L'entreprise supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien des installations de chantier. Seules les dépenses d'entretien seront imputées au compte prorata.

Circulations hors de l'emprise du chantier

Les entreprises devront prendre toutes les mesures permettant d'assurer pendant toute la durée des travaux une circulation fluide sur la voie d'accès principale.

Cette obligation absolue permettra de maintenir en permanence les accès :

- aux services de sécurité,
- aux piétons et aux véhicules,
- aux livraisons,

Organisation du trafic extérieur

L'entreprise du lot 01 devra organiser le trafic des camions pour :

- l'évacuation des terres et des gravats,
- l'approvisionnement des matériels et matériaux,
- faire respecter les stationnements sur les aires de déchargement prévues à cet effet.

### 3.2.4. Signalisation

L'entreprise titulaire du lot 1 réalisera l'installation et la maintenance de la signalisation intérieure et extérieure au chantier.

### 3.2.5. Stationnements

Le stationnement des véhicules des salariés et intervenants du chantier est interdit à l'intérieur de la zone travaux ainsi qu'en dehors des zones prévues à cet effet. Celles-ci seront portées sur le plan général des installations de chantier qui est à réaliser par le lot 1.

### 3.2.6. Stockage

#### **Stockage de matériaux et matériels**

Les entreprises devront informer le MO de leurs besoins de stockage de matériaux sur le chantier. Les zones de stockage des matériaux seront délimitées et indiquées sur le Plan d'Installation du Chantier, qui sera tenu à jour en fonction de l'avancement des travaux.

#### **Stockage de matériaux dangereux**

Les entreprises indiqueront dans le P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou des préparations dangereuses pouvant provoquer des intoxications, incendie ou explosion. Les Fiches de Données Sécurité (F.D.S.) des produits utilisés seront annexés au PPSPS.

Les entreprises entreposeront les produits à risque, conformément aux prescriptions des F.D.S. Tous stockages dans le bâtiment devront faire l'objet d'une analyse par le Moe en concertation avec le CSPS. Ces zones devront apparaître sur le plan d'installation de chantier

L'entreprise titulaire du lot unique précisera dans son P.P.S.P.S. les règles de stockage relatives aux produits employés ainsi que les dispositions qu'elle mettra en œuvre en ce qui concerne notamment la ventilation et l'éclairage de ces zones de stockage.

L'entreprise est responsable de l'enlèvement de tout excédent ou déchet des matériaux mis en œuvre.

#### **Stockage des gravats et des déchets ordinaires**

Chaque entreprise doit maintenir en état de propreté ses zones de travail et doit en conséquence effectuer les nettoyages quotidiens et évacuer ses gravats jusqu'aux points de regroupement convenus pendant la période de préparation et confirmés à l'occasion des réunions de chantier.

Les cartons seront pliés, les matériaux légers seront mis dans des sacs, les caisses en bois seront cassées, d'une façon générale, les emballages seront réduits au volume minimum possible.

#### **Stockage des déchets dangereux**

Chaque entreprise est responsable de ses déchets réputés dangereux. Ils devront être évacués le plus rapidement possible. La procédure de stockage fera l'objet d'un accord du Maître d'Ouvrage, de l'AMO et du Coordonnateur SPS. Si nécessaire des autorités compétentes.

L'emploi de produits ne présentant pas de danger pour la sécurité et la santé du personnel devra être privilégié.

Les entreprises indiqueront dans les P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou de préparations dangereuses pouvant provoquer intoxication, incendie ou explosion. Elles devront communiquer au Coordonnateur SPS :

- Une copie des fiches de données sécurité de ces produits.
- Les règles de stockage de ces substances, en précisant notamment les installations électriques et les dispositifs de ventilation qu'elles mettront en œuvre, afin de prévenir tout risque d'explosion,
- Les dispositifs de ventilation des lieux de travail installés lors de l'utilisation de ces produits dangereux.

### 3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)

#### **Installation électrique générale de chantier :**

- L'ensemble des installations sera exécuté, par l'entreprise titulaire du lot 01 , par du personnel habilité, en respectant les normes en vigueur. La vérification de l'installation sera confiée à un organisme agréé.

Branchement électrique de chantier.

A partir du point de livraison d'électricité défini par le maître d'Ouvrage, l'entreprise devra réaliser l'ensemble de l'installation électrique provisoire du chantier.

Et comprendra de façon distincte :

- L'installation d'éclairage pour le cheminement et la circulation des personnels sur le chantier

- L'éclairage des circulations horizontales et verticales à l'intérieur des bâtiments.
  - L'installation de distribution électrique nécessaire aux besoins du chantier.
  - Le nombre d'armoires sera calculé de façon à ce qu'il y ait au moins une armoire dans un rayon égal à 25 m. En aucun cas, les armoires définitives des locaux ne seront prévues pour le branchement d'appareils tels que des postes à souder.
  - Les armoires électriques seront montées sur pieds, elles seront à double paroi et munies d'un arrêt d'urgence (IP 447). Elles seront en permanence fermées à clé.
  - Protections des circuits par dispositifs différentiels conforme.
- Les réseaux de distribution et d'alimentation extérieurs seront réalisés sous fourreaux afin d'éviter le risque d'accrochage des lignes.
- Tout le matériel électrique utilisé par les entreprises devra être CONFORME à la réglementation en vigueur sur les chantiers. Chaque entreprise désignera une personne qui sera chargée de son entretien.
  - Ces installations seront contrôlées par un organisme agréé par le Ministère du Travail au compte des lots chargés de leur installation.
  - Les rapports de vérification et registres de sécurité seront à disposition sur le chantier.

#### **Éclairage de chantier :**

Les niveaux d'éclairage seront conformes aux règles d'éclairage et d'éclairage fixés par la réglementation.

L'éclairage doit permettre la circulation dans tout le chantier et les abords.

Les appareils d'éclairage doivent être résistants aux chocs et à l'eau (indice de protection à faire approuver).

Chaque entreprise est responsable de l'éclairage de son poste de travail. Le titulaire ne doit que l'amenée du courant dans une armoire, suivant une répartition définie ci-dessus.

#### **Éclairage de sécurité :**

Dès que possible, une installation de sécurité, dans les circulations et assurant un minimum d'éclairage pour l'évacuation du personnel, sera réalisée par l'entreprise.

Cet éclairage sera assuré par des blocs autonomes provisoires

Mise en place d'un bloc autonome sur les armoires.

### **3.2.8. Cantonnements et entretien**

Mise en place et entretien de la base vie à charge de l'entreprise du lot 01 pendant toute la durée des travaux.

#### **Sanitaire :**

Ils comprendront :

- Un lavabo pour 10 personnes. Un passage de 0,80m minimum sera aménagé autour de chaque appareil.
- Une douche pour 20 personnes. (travaux insalubres)
- Eau potable et à température réglable.
- Un WC et un urinoir pour 20 personnes dont au moins un cabinet avec poste d'eau.

L'eau chaude et l'eau froide doivent être distribuées par des mélangeurs individuels. Les lavabos seront garnis d'agent lavant.

Des essuie-mains à utilisation unique seront installés.

Conformément au code du travail les salariés de sexe féminin doivent bénéficier d'installations d'hygiène et de vestiaires séparées de celles des hommes. Ces installations complémentaires seront à la charge des entreprises concernées.

Celles-ci feront l'objet d'une étude en concertation avec l'entreprise.

#### **Un tableau d'affichage comprenant :**

- la déclaration préalable,
- la liste des entreprises, sous-traitant inclus,
- la fiche des consignes en cas d'accident,
- le calendrier des travaux,
- le plan à jour de l'installation de chantier.

### **3.3. Nettoyages (hors cantonnement)**

Nettoyage du chantier

L'ensemble du chantier sera nettoyé une fois par semaine, pendant toute la durée. En aucun cas, les circulations ne devront être encombrées par des déchets.

Environnement du chantier

- abords chantier quotidien
- voies publiques quotidien

### 3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier

A réaliser par le lot 1

### 3.3.2. Plan d'installation de chantier

Préalablement à l'exécution des travaux, l'entreprise **GO** soumet à l'accord du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS le plan de circulation et le plan des installations de chantier (plan porté au registre journal) qui doivent préciser la localisation :

- des barrières définitives prévu par le Maître d'Ouvrage
- des conduites enterrées et aériens,
- des clôtures et protections temporaires,
- des parkings pour les véhicules de chantier,
- des installations destinées aux sanitaires, vestiaires et réfectoires,
- des installations de la salle de réunion et des différents bureaux,
- des zones dégagées et prévues pour recevoir les échafaudages ou la circulation de nacelles,
- de l'emplacement des zones de stationnement, personnel et entreprises,
- de l'emplacement des moyens de secours et d'appel,
- du point de rassemblement en cas d'évacuation générale du chantier,
- du point de rencontre pour accueil des services de secours,
- des zones de stockage et de préparation
- de l'emplacement des bennes à déchets,
- de l'emplacement de l'armoire générale électrique de chantier et des coffrets divisionnaires.

La fourniture, l'installation et l'entretien des divers éléments nécessaires à ces différentes installations sont à la charge de l'entreprise **GO** y compris le fléchage pour indiquer le chantier ainsi que la signalétique de sécurité.

## 3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier

Poste	Réalisé par ?	Géré par ?	Echéance de fin
Clôture et portail	GO	TCE	
Accès	TCE	TCE	
Circulations	TCE	TCE	
Signalisation	GO	GO	
Stationnement	TCE	TCE	
Stockage	TCE	TCE	
Réseaux provisoires de chantier	GO		
Coffret électrique général	GO	GO	
Coffret divisionnaire et éclairage	lot Electricité	lot Electricité	
Cantonnement	GO	GO	
Infirmier de chantier	SO	SO	
Nettoyage hors cantonnement	TCE	TCE	
PIC	GO	GO	
Protections collectives	GO	TCE	
Accès hauteur communs	Sans Objet		
Déchets - Gravats	Chaque entreprise	Chaque entreprise	

## 4. MESURES DE COORDINATION SPS

### 4.1. Définition des séquences d'interventions

Décomposition des interventions et remarques en termes de coactivités en concertation avec le maître d'œuvre.

Séquence(s)	calendrier hypothèse	Tâche(s) / lot(s)	Danger(s)	Essentiel(s) de la séquence
1 Co-activité de chantier		Ensemble des lots du chantier	Contact électrique direct ou indirect Contraintes météorologiques Engins et matériels Travail en hauteur Collision, heurt Déplacement de plain-pied Inhalation poussières Manutention manuelle Produits dangereux Réseaux Routier, autoroutier Voisinage Travail isolé Produit inflammable Chute d'objets, éclats Multi danger Amiante	- Privilégier l'utilisation des protections collective. - Mettre en place des balisages au droit des travaux. - Permis de feu obligatoire lors d'utilisation de point chaud. - Plan de grutage avant toute manutention. - Protection collective à mettre en place à l'avancement - Arrêté de circulation à afficher .



## 4.2. Analyse de risques

### Séquence : 1 - Co-activité de chantier

#### Ensemble des lots du chantier

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Contact électrique direct ou indirect	<p>Aucun travail sous réseau sous tension</p> <p>Personnel formé aux travaux électrique = Habilitation électrique en cours de validité</p> <p>Matérialiser les zones d'intervention et interdire l'accès aux tierce personnes = Balisage des zones et affichage du risque</p> <p>Conformité de l'installation électrique avec différentiel 30mA.</p> <p>Respect de la procédure de consignation.</p> <p>Veillez à la fermeture des armoires et coffrets électriques. Utilisation de rallonges H07RNF d'une longueur maximale de 25 mètres.</p> <p>Travaux dans locaux confinés ou humides ou conducteurs : utiliser du matériel sur batterie ou alimenté en 24 (TBTS).</p>	Ne pas rentrer dans les zones matérialisées.
Contraintes météorologiques	Précautions à prendre en cas de conditions atmosphériques ou climatiques défavorables (vent, neige et verglas)	
Engins et matériels	<p>Fiche d'adéquation de l'engin de levage vis-à-vis de l'environnement et des sols.</p> <p>Stabilisation des engins et mise en place des mesures d'adéquation</p> <p>Levages conformes à l'utilisation de l'engin et à la notice d'utilisation</p> <p>Mise en place de "chargés de circulation" équipés d'un gilet réfléchissant pour gérer le trafic.</p> <p>Le trafic lié aux travaux et à l'approvisionnement ou aux évacuations, fera l'objet d'une organisation rigoureuse, afin d'éviter tous risques d'accidents aux entrées et sorties du chantier.</p> <p>Vérifier l'élingage. Toutes élingues détériorées devront être jetées et non utilisées. Formation des personnels</p> <p>Guidage des manœuvres au sol</p> <p>Certificat de vérification à jour, formation et autorisation de conduite à posséder sur site</p> <p>Précautions à prendre en cas de conditions atmosphériques ou climatiques défavorables. Par grand vent, le travail ne peut continuer que si toutes les précautions sont prises pour assurer la sécurité du personnel.</p> <p>Recommandation : suspendre le travail pour des vents &gt; à 65 km/h</p>	<p>Respect impératif des zones neutralisées.</p> <p>Vigilance lors des levages.</p> <p>Port des EPI adaptés, et éloignement des personnels.</p> <p>Respect des consignes du chef de manœuvre.</p>

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>Respect des balisages et signalétiques mis en place.</p> <p>Neutralisation de la zone à l'aplomb de l'activité aérienne en cours.</p> <p>Mise en place de limiteurs de courses pour interdire les levages au-dessus des zones hors chantier</p> <p>Respect impératif des distances de sécurité vis-à-vis des lignes aériennes. DICT à réaliser</p> <p>Interdire toutes dégradations des réseaux enterrés par l'ensemble des engins de chantier (protection des réseaux, respect des distances de sécurité...)</p> <p>à l'intérieur d'une cellule : utilisation de matériel et engin à énergie électrique, proscrire l'emploi de machine à énergie thermique,.</p>	
Travail en hauteur	<p>Privilégier l'utilisation des protections collectives pour les travaux en hauteur.</p> <p>Veillez à la mise en place d'un balisage afin de supprimer toute superposition de tâche.</p> <p>Les travaux en hauteur seront réalisés depuis des protections collective (nacelle, échafaudage, PIRL,...)</p> <p>Utilisation des échelles, escabeaux à proscrire sur le chantier.</p>	
Collision, heurt	Guidage des manœuvres des engins par un "Homme trafic", balisage des zones d'évolution.	Respect des zones balisées et des consignes de « l'Homme trafic ».
Déplacement de plain-pied	<p>Chantier propre et bien rangé (nettoyage à l'avancement des travaux), balisage des regards, fouilles et tranchées ouvertes.</p> <p>Identification visuelle des zones de circulation.</p> <p>Cadencer les approvisionnements en matériaux et matériels, en respectant le planning, et afin d'éviter l'encombrement des zones. Préciser les zones de stockage sur plan et la durée d'immobilisation de ces zones. Transmettre vos besoins en stockage.</p>	Respect des zones balisées, chantier rangé et propre.
Inhalation poussières	<p>Privilégier un mode opératoire ne générant pas de poussières.</p> <p>Le cas échéant, il appartient à l'entreprise génératrice des nuisances, telles que les émanations de poussières, vapeur délétère, de mettre en œuvre les moyens nécessaires à la mise en sécurité des autres intervenants (captation à la source, aspiration, ventilation, capotage (projection) travail par humidification ou brumisation)</p>	<p>Respect des zones identifiées et balisées.</p> <p>Coactivité interdite dans le cas où le lot concerné ne peut éviter de générer de la poussière.</p>
Manutention manuelle	Privilégier l'utilisation de moyens mécanisés, respect des gestes et postures.	Maintenir les circulations libres et dégagées.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>Les manutentions de matériaux ne devront pas se faire aux dépens de la sécurité des personnes et des biens. Ils devront respecter les volumes et surcharges des moyens de manutention verticale mis en service pour les travaux</p> <p>Favoriser la mécanisation des moyens de manutention afin de réduire la pénibilité au travail et de réduire le risque TMS, stockage et approvisionnement au plus près du poste de travail.</p>	
Produits dangereux	<p>Respect des consignes de sécurité décrites dans les FDS des produits utilisés, balisage des zones de pose et de stockage.</p> <p>Fournir les fiches de données de sécurité au coordonnateur sécurité et les respecter :</p> <p>- Ventilation des locaux</p> <p>Poussières (Bois, ciment, silice, plâtre...) : Lors des opérations entraînant l'émission de poussières, il est nécessaire d'utiliser des machines disposant d'équipement aux normes en vigueur et de système de captation à la source.</p>	Respect des zones balisées.
Réseaux	<p>DICT, repérage visuel des réseaux et sondages.</p> <p>Vérification des réseaux, neutralisation et consignation préalablement aux travaux.</p> <p>Obtenir les attestations de coupure. Consulter les plans de recollement des réseaux.</p> <p>Dans le cas de réseaux devant rester actifs, il est nécessaire de les identifier et d'informer l'ensemble des lots présents sur le chantier.</p>	Respect des zones repérées et des balisages.
Routier, autoroutier	Arrêté de circulation à afficher et mise en place de la signalisation de chantier, respect du code de la route.	Respect de signalisation en place et du code de la route.
Voisinage	Maintien d'une signalisation adaptée aux abords du chantier. Le chantier doit rester clos et indépendant, barrière HERAS conformément au PIC.	<p>L'opération est située dans un centre commercial , usine, ...:</p> <p>-Le chantier doit être clos et indépendant.</p> <p>-Respecter les horaires d'ouverture au public</p> <p>-Alimentation des matériaux et matériels en dehors des heures d'ouverture du centre commercial</p> <p>-Se rapprocher du service sécurité du site pour connaître les modalités d'accès</p>

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Travail isolé	<p>Pas de travailleur isolé, deux personnes au minimum.</p> <p>Aucun travailleur ne doit être affecté à un poste ou effectuer un travail s'il se trouve isolé et qu'il ne peut être secouru rapidement en cas d'accident ou d'incident, en particulier dans les cas de travaux en hauteur ou nécessitant l'usage d'un harnais de sécurité.</p>	
Produit inflammable	<p>Aucun stockage de produits inflammables ou déflagrants ne doit avoir lieu à l'intérieur des bâtiments.</p> <p>Il est rappelé qu'aucun stockage de produits inflammables ou déflagrants ne doit avoir lieu à l'intérieur des bâtiments.</p> <p>Forcer la ventilation des locaux en cas d'emploi de produit à base de solvant.</p> <p>Afficher le risque à l'entrée des locaux et informer au préalable le maître d'œuvre et le CSPS pour prise en compte dans la planification des tâches.</p>	Aucun stockage de produits inflammables ou déflagrants ne doit avoir lieu à l'intérieur des bâtiments.
Chute d'objets, éclats	Définition dans le PPSPS de la méthodologie de déconstruction. Définir les zones d'intervention et les clôturer en tenant compte des courbes de chute. Mise en sécurité des zones en cours de démolition, mise en place de protection collectives provisoires ou interdiction d'accès. Stabiliser les éléments de construction devant être maintenus en place	Respecter les balisages et zones clôturée
Multi danger	<p>L'entreprise doit faire une demande d'agrément auprès du Maître d'ouvrage pour tout sous traitant qu'elle compte employer sur le chantier.</p> <p>L'entreprise doit transmettre un exemplaire du P.G.C. à ses sous traitants au moment de leur consultation.</p> <p>L'entreprise doit transmettre un exemplaire de son propre P.P.S.P.S. à ses sous traitants.</p> <p>Les sous traitants doivent participer à l'inspection commune du chantier au minimum 15 jours avant leur intervention et avant de nous transmettre leur P.P.S.P.S.</p> <p>A défaut, toute entreprise n'ayant pas participé à cette visite d'inspection commune et établie son PPSPS avant intervention se verra interdire d'accès du chantier.</p> <p>Préciser les modalités d'accueils des livreurs, Préciser risques propres, exportés / importés, Intégrer les règles et recommandations propres au site, Préciser dans le PPSPS les modalités de manutention / stockage du matériel retenu, Prendre en compte l'ensemble des activités (Phases, risques et</p>	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>moyens d'évitement), Prévoir une analyse de risques pour chaque activité, en vue de mettre en œuvre les mesures de prévention, Découper en phases chronologiques, préciser pour chaque phases quels sont les risques, moyens d'évitement.</p> <p>Prévoir additif en cas de travaux non prévus initialement, modification de l'environnement ou du poste de travail,</p> <p>Les risques induits par un prestataire ou location d'engins avec chauffeur, et les mesures de prévention associées, doivent être repris dans le PPSPS de l'entreprise demandeuse. Sinon un avenant au PPSPS est à établir, préalablement à la prestation, avec harmonisation par le CSPS.</p>	
Amiante	<p>Le rapport de repérage amiante établi par la société APAVE fait apparaître la présence de matériau contenant de l'amiante. L'entreprise de désamiantage devra mettre en œuvre, d'une manière effective, toutes les mesures de protection de la santé de son personnel destinées à éviter l'inhalation par la décimation sous forme de poussières de d'amiante lors de l'exécution de ses travaux. Il appartient à chaque entreprise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- D'estimer le niveau d'exposition au risque amiante en fonction de la nature des travaux à effectuer</li> <li>- De choisir une méthode de travail qui permet d'abaisser le niveau de risque</li> <li>- De mettre en œuvre les mesures préventives adaptées au niveau du risque déterminé</li> </ul> <p>L'entreprise prendra connaissance du dossier technique amiante et du repérage amiante avant travaux ou démolition</p> <p>Elle devra observer la réglementation en vigueur et les consignes générales de sécurité visant à réduire l'exposition aux poussières d'amiante. Les opérations de retrait ou confinement ne pourront être réalisées que par des entreprises qualifiées, après envoi d'un plan de retrait ou de confinement aux organismes 30 jours avant le début des travaux. En complément de ce plan de retrait, l'entreprise de désamiantage produira un PPSPS dans lequel seront notamment décrits l'analyse des risques importés et exportés ainsi que les mesures prises en cas de rupture accidentelle de confinement (y compris intervention de secours en zone confinée). L'entreprise devra respecter la réglementation en vigueur pour le traitement et l'évacuation de ses déchets. Le</p>	<p>Afin de prévenir les risques de dégradation de l'amiante avant son retrait, une entreprise à désigner (diagnostiqueur, cureur, démolisseur ....) est chargée de repérer les matériaux et produits contenant de l'amiante. Cette signalisation est réalisée à partir des cartographies des repérages amiante. Les modalités d'exécution de cette signalisation sont communiquées au coordonnateur SPS et au maître d'œuvre, elles détaillent en outre les dispositions prises pour la compléter au fur et à mesure de l'avancement du curage et déshabillage de l'ouvrage.</p>

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	stockage sur le chantier avant l'évacuation devra se faire dans un local ou un container fermé à clé avec signalétique adaptée.	

## 4.3. Co-activités et protections collectives

### 4.3.1. Organisation de la sécurité collective

Les grands principes qui régissent l'organisation de la sécurité sur le chantier sont :

- Chaque intervenant est responsable de la sécurité de ses salariés,
- La coordination indispensable des interventions des différentes entreprises, réclame que l'entreprise titulaire du lot GO soit chargée de la fourniture, de la mise en place des protections collectives. Jusqu'à l'achèvement des travaux, cette coordination doit également éviter qu'une autre entreprise enlève une protection qui gêne son travail.
- La maintenance des protections collectives est à réaliser par l'entreprise titulaire de son lot.
- Une protection suffisante et adaptée à leurs travaux doit donc être mise en place. L'entreprise doit définir dans son P.P.S.P.S, le type de protections qu'elle met en place.
- Si tel n'est pas le cas, cet entrepreneur a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux complémentaires pour assurer la protection collective.
- Les nouvelles protections sont maintenues et entretenues par l'entrepreneur les ayant modifiées, aussi longtemps que nécessaire.
- Le Coordonnateur SPS est informé des compléments ou modifications ainsi apportés avant toute intervention sur le site.
- Priorité est donnée aux installations de protection définitives par rapport aux installations provisoires,
- Tous les éléments en cours d'assemblage doivent être consolidés s'ils sont instables, scellés ou étayés même provisoirement selon les prescriptions des fabricants.
- Une délimitation des zones dangereuses ou interdites aux autres entreprises doit être effectuée. Une information doit être faite lors des réunions de chantier.

Le matériel des protections collectives est identifié et exclusivement réservé à cet usage. (couleur distincte)

Le P.P.S.P.S. de l'entreprise précise le type de matériel proposé.

Éventuellement, à la fin de ses travaux, sous réserve de l'accord du Maître d'Ouvrage et du Coordonnateur SPS, elle doit passer les consignes à l'entreprise appelée à lui succéder.

Chaque entrepreneur ayant à intervenir sur un ouvrage considéré, et quel que soit le titre auquel il intervient, doit s'assurer que les protections mises en place sont suffisantes et adaptées à ses travaux. Si tel n'est pas le cas, il a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux et complémentaires pour assurer la protection collective de son personnel, ainsi que le maintien et l'entretien de ces nouvelles protections.

Les modifications sont soumises au Coordonnateur et font l'objet d'un additif au P.P.S.P.S.

Le Mouv se réserve le droit, en cas de défaillance d'une ou plusieurs entreprises, de faire appel à une entreprise extérieure pour remettre en état les protections collectives aux frais des entreprises défaillantes.

### 4.3.2. Déplacement de protection collective

Au cas où une tâche nécessite le déplacement ou l'enlèvement d'un dispositif de protection collective, l'entreprise (ou son sous-traitant) doit présenter la méthodologie qu'elle compte employer pour effectuer cette tâche, la nature des protections individuelles ou collectives qu'elle compte mettre en place, afin que ses ouvriers puissent travailler en sécurité pour effectuer la tâche en question et les mesures de protection qu'elle compte employer pour garantir la sécurité des autres intervenants du chantier.

Les dispositifs provisoires de protection collective doivent être conçus de manière à ne pas gêner la mise en place du dispositif définitif. Ainsi le dispositif provisoire ne sera retiré qu'une fois les protections définitives mises en place.

### 4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise

En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, l'entreprise Se reporter au CCTP est tenue de se substituer à celle-ci.

Si c'est l'entreprise Se reporter au CCTP qui est défaillante, le Coordonnateur SPS et le Maître d'Œuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement à ce non-respect des règles de sécurité.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'Œuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée.

#### **4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles**

Les travaux doivent s'effectuer dans des locaux ventilés.

Pour les travaux dans les sous-sols, de soudure et/ou dégageant de la poussière, une ventilation mécanique doit être mise en place.

Le choix des modes opératoires et des produits mis en œuvre doit être tel qu'il n'entraîne pas de nuisances telles que : bruits, vibrations, poussières, gaz toxiques, etc . . .

En cas d'impossibilité, il est nécessaire d'employer des matériels réduisant les nuisances à la source (insonorisés, anti-vibratiles . . .).

Ce paragraphe est complété dans le PPSPS de l'entreprise. Pour un produit de même technicité existant dans le commerce, l'entreprise a pour obligation d'utiliser celui présentant le moindre risque pour la santé des travailleurs.

### **4.4. Equipement de levage**

Sans objet

#### **4.4.1. Autorisation de survol**

Sans objet

#### **4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention**

Les entreprises doivent prendre les mesures d'organisation appropriées ou utiliser les moyens adéquats, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs.

Les entreprises définissent, dans leur Plan Particulier de Sécurité, les moyens de manutention spécifiques prévus, leurs consignes d'utilisation ainsi que le poids des éléments à manutentionner (préciser le type, le nombre et l'implantation).

### **4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site**

#### **4.5.1. Approvisionnements et stockage**

A partir du plan d'installation de chantier, les approvisionnements sont définis et organisés en accord avec la maîtrise d'œuvre et les entreprises.

L'ensemble est porté à la connaissance du coordonnateur SPS et évoqué lors des inspections communes.

#### **4.5.2. Travaux superposés**

Les travaux en superposition de postes de travail sont interdits. Toutes les mesures sont prises par la maîtrise d'œuvre dans sa planification des travaux pour éviter les risques de co-activité par superposition.

#### **4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux**

Le stockage des matières ou substances dangereuses sur le chantier doit être le plus limité possible. Les zones d'entreposage respectent les conditions de stockage prévues par le fabricant ou la réglementation. L'entrepreneur mentionne dans son PPSPS, la nature des produits dangereux qui sont utilisés et joint les fiches de données de sécurité des fabricants.

En cas de fractionnement, l'étiquetage est reproduit sur les nouveaux emballages.

La délimitation, l'aménagement et les dispositions particulières pour le stockage des matières dangereuses sont définies par l'entrepreneur après concertation avec "l'exploitant, le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS" ou sont imposées par ces derniers.

#### **4.5.4. Protection contre le bruit**

L'entrepreneur est tenu de réduire le bruit à la source et au niveau le plus bas raisonnablement possible, compte tenu de l'état des techniques.

Les entreprises doivent retenir les procédés limitant les bruits. En cas d'impossibilité, prévoir d'autres solutions d'insonorisation, notamment :

- encoffrement de la source,
- suspension anti-vibratile,
- éloignement des machines,
- protection individuelle.

#### **4.5.5. Protection contre l'incendie**

Tout feu est rigoureusement interdit sur le chantier.

Installation d'extincteurs adaptés aux postes de travail par point chaud.

Arrêt des travaux par point chaud deux heures avant de quitter le chantier.

Les entreprises utilisant des produits inflammables, doivent préalablement, en informer le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS.

Les salariés doivent connaître le maniement des extincteurs.

#### **4.5.6. Travaux en hauteur**

Quelle que soit la hauteur de travail, ces travaux sont effectués à l'aide, de plate-forme de travail, de plate-forme individuelle roulante, d'échafaudages roulants, de P.E.M.P. (nacelle élévatrice, plate-forme sur mâts...) ou d'échafaudage de pied. Ce matériel doit répondre à la réglementation en vigueur et normalisé.

En tout état de cause, ces matériels doivent être installés ou évoluer sur des surfaces stables.

Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail.

L'attention des entreprises est attirée sur le risque de travailler sur une plate-forme à partir d'un plancher ou d'un platelage à proximité d'une rive (vide de construction ou ouverture). L'intervention est obligatoirement réalisée à partir d'une plate-forme de travail stable et normalisée. Une surélévation de la protection peut être rendue nécessaire, afin de conserver la hauteur de protection.

Lorsque des dispositifs de protection collective ne peuvent être mis en œuvre, l'entreprise devra préalablement à toute intervention, justifier par écrit dans son mode opératoire (ou additif au PPSPS) de cette impossibilité de recourir aux Equipement de protections collectives.

#### **4.5.7. Echafaudage, tour escalier**

Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs qui ont reçu une formation adéquate et spécifique aux opérations



envisagées. Un PV de réception est laissé sur le site.

L'entreprise doit, quotidiennement, réaliser ou faire réaliser un examen de l'état de conservation en vue de s'assurer que l'échafaudage n'a pas subi de dégradation perceptible pouvant créer des dangers.

Lorsque des mesures s'imposent pour remédier à ces dégradations, elles sont consignées sur le registre prévu à cet effet.

L'entreprise doit faire un examen approfondi de l'état de conservation de son échafaudage tous les 3 mois au maximum.

Sur le chantier, la notice du fabricant doit être disponible dans le registre de sécurité.

L'entreprise qui installe un échafaudage, de pied et/ou roulant doit :

- Apposer sur l'équipement en cours de montage, de modification, de dépose un PANNEAU ROUGE << ACCES INTERDIT >>

- Apposer sur celui-ci un panneau VERT << ACCES AUTORISE >> après vérification de conformité par la personne compétente et habilitée,

- Apposer en permanence un PANNEAU indiquant : LE NOM DE L'ENTREPRISE UTILISATRICE et SON NUMERO DE TELEPHONE.

Nota : Ces panneaux doivent pouvoir résister aux intempéries et être solidement fixés et lisibles

#### **4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins**

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

La conduite des engins de chantier ne pourra être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne pourront s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier et véhicules de transport.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires devra être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'opération.

### **4.6. Moyens communs**

#### **4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur**

**Sans Objet.**

**Compte tenu de la nature de cette opération, cette recommandation ne peut pas s'appliquer.  
Par décision du Maître d'Ouvrage cette opération ne sera pas concernée.**

#### **4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier**

**Sans Objet.**

**Compte tenu de la nature de cette opération, cette recommandation ne peut pas s'appliquer.  
Par décision du Maître d'Ouvrage cette opération ne sera pas concernée.**

#### **4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels**

Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre (SCALP) pour maîtriser les risques liés aux chutes de plain-pied et réduire les manutentions manuelles : voir détail dans l'annexe « SCALP »

#### **4.6.4. Protection des accès – Auvents**

Sans objet

### **4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets**

Chaque entreprise est responsable du nettoyage lui incombant, défini dans les différents chapitres.

Les déchets devront être limités, triés et valorisés. Le contrôle de leur élimination se fera par Bordereau de Suivi des Déchets (BSD), dont une copie sera conservée sur le site.

Les substances polluantes seront interdites sur le site, et afin d'éviter toute pollution du site, les travaux à faibles risques polluants seront réalisés sur bassin de rétention.

Privilégier l'emploi de produit naturel.

## 5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER

### 5.1. Stockages sur le chantier

Les entreprises doivent informer le Maître d'Œuvre de leurs besoins de stockage de matériaux sur le chantier. Les zones de stockage des matériaux sont délimitées et indiquées sur le Plan d'Installation du Chantier, qui est tenu à jour en fonction de l'avancement des travaux.

Les entreprises indiquent dans le P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou des préparations dangereuses pouvant provoquer des intoxications, incendie ou explosion.

Les entreprises entreposent les produits à risque, conformément aux prescriptions des F.D.S. Tous stockages dans le bâtiment doivent faire l'objet d'une analyse par le Maître d'œuvre en concertation avec le CSPS. Ces zones doivent apparaître sur le plan d'installation de chantier.

L'entreprise précise dans son P.P.S.P.S. les règles de stockage relatives aux produits employés ainsi que les dispositions qu'elle met en œuvre en ce qui concerne notamment la ventilation et l'éclairage de ces zones de stockage.

Chaque entreprise doit maintenir en état de propreté ses zones de stockage et doit en conséquence effectuer les nettoyages quotidiens et évacuer ses déchets jusqu'aux points de regroupement convenus pendant la période de préparation et confirmés à l'occasion des réunions de chantier.

### 5.2. Nettoyage

#### Agent de propreté

Chaque entreprise désigne un Agent de Propreté qui, jusqu'à la réception T.C.E. a pour mission :

- De veiller à la propreté et au rangement des zones de stockage et des postes de travail de son entreprise
- De veiller au parfait état de propreté du chantier, des cantonnements et des voiries (à l'intérieur et à la sortie du chantier),
- D'organiser la mise en place et l'enlèvement des bennes à gravats,
- De provoquer les nettoyages

#### Nettoyage du chantier :

L'ensemble du chantier est nettoyé en permanence suivant un rythme adapté en fonction de l'importance des déchets générés par les activités du chantier. En aucun cas, les circulations ne doivent être encombrées par des déchets.

### 5.3. Enlèvement des déchets

Chaque entreprise est responsable du nettoyage lui incombant, défini dans les différents chapitres.

Les déchets doivent être limités, triés. Le contrôle de leur élimination se fait par Bordereau de Suivi des Déchets (BSD), dont une copie est conservée sur le site.

Afin d'éviter toute pollution du site, les produits polluants sont stockés conformément à la fiche de données de sécurité.

Privilégier l'emploi de produit naturel.

#### 5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires

Chaque entreprise est responsable de l'évacuation des déchets. Dans le cas d'utilisation de bennes, leur remplacement est à effectuer à chaque fois que cela s'avère nécessaire, sans jamais que ces bennes débordent.

### **5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés**

L'entreprise indique dans son P.P.S.P.S. les conditions d'enlèvement des déchets industriels spéciaux (produits et emballages) et indique le lieu de traitement (produits et procédures) Exemple : amiante, matériaux contaminés, produits chimiques, P.C.B. ...

Les déchets réputés dangereux doivent être évacués le plus rapidement possible. La procédure d'évacuation fera l'objet d'un accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et si nécessaire des autorités compétentes

### **5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise**

Sur simple constat le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre sans mise en demeure préalable peut faire procéder aux modifications des stockages ou des nettoyages qu'ils jugeraient nécessaires par une entreprise du chantier ou extérieure. Les frais résultants sont imputés aux entreprises défaillantes.

## 6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION

### Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

#### 6.1. Déclarations particulières

Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et notamment :

- DT à charge du maître d'ouvrage
- Application de la loi anti-endommagement
- D.I.C.T - La DT est établie par le responsable du projet de travaux (maître d'ouvrage) ou de son délégué qui envisage de réaliser des travaux à proximité de réseaux existants, qu'ils soient publics, privés, aériens, souterrains ou subaquatiques.

La DICT est remplie, à partir du formulaire unique DT-DICT dans lequel le volet DT contient l'intégralité des informations de la DT.

Il s'agit, soit de toute entreprise chargée de l'exécution de travaux situés dans une zone où sont implantés de tels ouvrages, soit de tout particulier qui a l'intention de les effectuer.

Quel que soit son niveau de sous-traitance, chaque entreprise sous-traitante doit faire une DICT, chaque membre de groupements d'entreprises également.

Pour un même chantier, l'exécutant des travaux établit autant de DICT que d'exploitants concernés, dans lesquelles seule la rubrique « Exploitant / Destinataire » varie.

Si des fouilles et des sondages doivent être réalisés lors d'un chantier par une entreprise de travaux autre que celle réalisant les travaux du chantier, une DICT doit être établie compte tenu qu'il s'agit d'un autre chantier.

- Demandes d'arrêtés - Arrêtés à prendre en fonction de la localisation des zones de travaux .
- Autorisations concessionnaires -

Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (compris sous traitante) dès lors qu'elle réalise des travaux en sol et à proximité des réseaux aériens.

#### 6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération

**Travaux à proximité de lieux habités et fréquentés : Les entreprises prendront toutes les dispositions nécessaires pour limiter au maximum les gênes occasionnées par les travaux. ( bruit, poussières,...)**

#### 6.3. Risques par rapport à un chantier voisin

SO

#### 6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure

Un plan de prévention doit être réalisé entre le responsable du site et les entreprises intervenant pour le chantier, ce PDP prend en charge tous les risques liés au fonctionnement de l'établissement depuis l'entrée du site jusqu'à l'entrée du chantier clos.

#### 6.5. Permis de feu (prévention incendie et explosion)

L'établissement du permis de feu pour tous les travaux par points chauds (Soudage, décapage, meulage) est

obligatoire. A réaliser entre MUMM et les entreprises concernées par le travail par point chaud.

Il doit être renouvelé, à chaque changement (d'opération, de lieu, de méthode de travail . . .)

Le permis de feu est signé par la personne commandant les travaux, par la personne chargée de veiller à la sécurité et par l'opérateur.

Une souche est archivée sur le chantier.

Un cahier d'enregistrement de permis de feu est mis à disposition sur le chantier.

## **6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages**

Pour toute intervention sur des ouvrages en exploitation celles-ci sont régies sous plan de prévention.

## **6.7. Locaux témoins**

(Sans objet)

## 7. ORGANISATION DES SECOURS

Les consignes de sécurité et les numéros d'appel des services de secours doivent figurer sur le P.P.S.P.S. et être affichées à proximité de la base vie.

### 7.1. Téléphone de secours

Le personnel présent sur le chantier doit disposer d'un téléphone de secours, pouvant être installé dans le bureau, **accessible en permanence par tous**.

Eventuellement, pour les petits chantiers où pour des zones de travail éloignées, un téléphone portable, **ouvert en permanence et en état de marche (correctement chargé)**. L'emplacement de la personne en disposant doit être connu de tous les ouvriers concernés.

### 7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)

Au moins 5% du personnel présent sur le chantier (avec un minimum de un), quelle que soit l'entreprise, doit être Sauveteur Secouriste du Travail (S.S.T.).

Les S.S.T. doivent avoir été formés ou recyclés depuis moins de 2 ans et ont obligatoirement, à l'arrière de leurs casques, un autocollant d'identification.

La liste des secouristes, à jour en permanence, est affichée près du téléphone défini ci-dessus.

Il en est de même pour la liste du matériel médical existant sur le chantier.

### 7.3. Travail isolé

Les entreprises prennent toutes les mesures nécessaires afin qu'un travailleur isolé puisse signaler toute situation de détresse et être secouru dans les meilleurs délais.

### 7.4. Procédure d'organisation des secours

Indiquer le point de ralliement sur le panneau d'installation de chantier

### 7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident

Outre les déclarations réglementaires d'accident effectuées par l'entrepreneur, les accidents ou incidents sont signalés au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS.

### 7.6. Point de rencontre secours

Attendre les secours devant l'entrée du chantier.

## 7.7. Modèle de fiche de secours

### *EN CAS D'***ACCIDENT**

**Appelez les Pompiers**



**18 ou 112**

et dites :

#### **1.ICI CHANTIER : Création d'un accueil Parents Bébés**

Adresse : rue de courlancy 51100 REIMS

#### **2.PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT :**

par exemple : Chute, éboulement, asphyxie...

LA POSITION DU BLESSE : Il est sur la terrasse, il est au sol ou dans une fouille ...

ET SI IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

#### **3.SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSE(S) ET LEUR ETAT**

Par exemple : Trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas.

#### **4.FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS.**

Envoyer quelqu'un à l'entrée du chantier pour guider les secours.

Attendre les secours devant l'entrée du chantier.

**NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER**



## **ANNEXES AU P.G.C.**

### **Liste des pièces jointes au P.G.C.**

- DHOL 1
- Annexe\_Presence\_Amiante
- Annexe\_Presence\_Silice
- Annexe\_SCALP